

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne , le 23/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RACINE

Chemin des pépinières

69150 DECINES CHARPIEU

Références : UDR-SSDAS-22-93-ME

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement RACINE implanté Chemin des pépinières 69150 DECINES CHARPIEU Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée par l'Inspection des installations classées dans le cadre d'une campagne d'inspections sur la zone d'étude propre à la révision de la déclaration d'utilité publique du captage d'eau potable de la Rubina. Elle a pour objectif d'identifier les éventuels impacts sur la nappe d'eau souterraine des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du secteur que ce soit au travers des accès à la nappe existant (forage, piézomètre, puits perdu) ou des mesures mises en place en prévention des accidents ou incidents.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RACINE
- Chemin des pépinières 69150 DECINES CHARPIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006103805
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Racine exploite, aux lieux-dits "Le Machet" à Décines-Charpieu et "L'Epi" à Vaulx-en-Velin, des installations de compostage de matières végétales ou de déchets verts et de fabrication de support de culture.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2016 modifié réglemente l'ensemble des activités exploitées par la société RACINE.

Les thèmes de visite retenus sont l'eau et l'impact sur la nappe souterraine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 3.1	/	Mise en demeure, dépôt de dossier

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Puits de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11	/	Sans objet
Produits chimiques - Identification	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 25.3	/	Sans objet
Produits chimiques - Rétentions des produits	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 28.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eau - Prélèvement	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 17.2	/	Sans objet
Puits de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	/	Sans objet
Puits d'infiltration/perdu	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 18.1	/	Sans objet
Produits chimiques - Rétentions des locaux	Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 28.IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de l'objectif visé par la campagne d'inspections, RACINE ne porte pas atteinte à la qualité de la nappe d'eau souterraine compte tenu de l'absence d'accès à la nappe identifiée, et des conditions de stockage des produits dangereux sur site.

Néanmoins, l'Inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a développé ses activités au-delà de celles autorisées par arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 modifié. Une mise en demeure de régulariser la situation administrative qui devra détailler la gestion des eaux du site comprenant le recueil des eaux d'extinction incendie sera proposée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 3.1
Thème(s) : Autre, Conformité au dossier de demande d'autorisation
Prescription contrôlée : Sauf prescriptions contraires imposées par le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation de décembre 2015, reçu à la direction départementale de la protection des populations du Rhône le 4 janvier 2016. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. Un plan de masse ainsi qu'un plan de répartition des installations sont annexés au présent arrêté.
Constats : L'Inspection des installations classées a constaté qu'au-delà du périmètre défini en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2016, RACINE a étendu ses activités aux zones suivantes : - Zone BOIS SERVICE VALORISATION (BSV) au nord du site (5000 m2) : sur cette zone, RACINE poursuit les activités de la société BOIS SERVICE VALORISATION suite à sa liquidation judiciaire. Cette volonté de reprendre les activités de BSV a fait l'objet d'un courrier en date du 15 juin 2021 ; - Zone à l'est de la zone de stockage Fraction ligneuse (4950 m2) : sur cette zone, RACINE a mis en place un lieu de réception et de stockage de souches ; la zone n'est pas imperméabilisée ; - Zone TARVEL au sud-est de la plateforme (15000+152000 m2) : sur cette zone, RACINE a mis en œuvre d'une part le broyage des souches mentionnées ci-avant afin de séparer les terres pouvant être recyclées comme support de culture de la fraction ligneuse traitée par ailleurs et d'autre part le stockage de terres qualitatives à des fins de support de culture.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier L'exploitant doit <u>sous 6 mois</u> régulariser sa situation administrative en déposant le dossier adapté au regard des modifications apportées à l'exploitation du site telle que définie dans l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016. Il s'appuiera sur la note relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement accessible sous https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/note_modifs_20211220.pdf .

Nom du point de contrôle : Eau – Prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 17.2
Thème(s) : Autre, Prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes : Réseau géré par l'Association Syndicale Autorisée d'irrigation de Vaulx en Velin Régime permanent Débit autorisé permanent : 25 m3/heure Réseau géré par l'Association Syndicale Autorisée d'irrigation de Vaulx en Velin Régime spécial (en cas d'incendie ou d'exercice incendie) Débit autorisé spécial: 180 m3/heure Les installations doivent être munies de dispositifs de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée. Le relevé des totaliseurs est effectué au minimum hebdomadairement et est porté sur un registre consigné dans le dossier « installations classées » prévu à l'article 14.
Constats : L'exploitant a confirmé que l'eau utilisée sur la plateforme était issue uniquement du réseau géré par l'Association Syndicale Autorisée d'irrigation de Vaulx-en-Velin (pas de forage), et que chaque exploitant a un dispositif de mesure totaliseur de la quantité d'eau prélevée propre. Il n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux permettant de comprendre les zonages existants. Concernant les points d'accès à la nappe, la plateforme est munie de 3 piézomètres situés à proximité immédiate des bassins de récupération des eaux. 2 d'entre eux se trouvent sur le périmètre d'exploitation de RACINE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Puits de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
Thème(s) : Autre, Conformité
Prescription contrôlée : Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.
Constats : L'Inspection des installations classées a constaté que les deux piézomètres situés sur le périmètre d'exploitation de RACINE sont munis d'un capot de fermeture cadenassé. L'ouverture est située à environ 40 cm au dessus du niveau du sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Puits de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 11
Thème(s) : Autre, Pollution potentielle
Prescription contrôlée : Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine,

notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.
Constats : L'Inspection des installations classées a constaté que les 3 piézomètres étaient situés à proximité immédiate des bassins de récupération des eaux. Ces bassins sont susceptibles de récupérer les eaux de ruissellement du site ainsi que les eaux d'extinction incendie. Ils ne sont pas équipés d'une détection de niveau. Une gestion globale du remplissage de ces bassins est réalisée par l'exploitant au travers d'interconnexions. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer quel devait être le volume libre de chaque bassin au regard des eaux d'extinction incendie susceptibles d'être recueillies, et si les piézomètres étaient hors de portée d'une inondation éventuelle pouvant entraîner un déversement accidentel des eaux dans le piézomètre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : L'exploitant définira précisément les modalités de gestion des eaux entre les bassins de la plateforme au regard des besoins d'exploitation et des volumes devant être disponibles pour recueillir les eaux d'extinction incendie. Il s'assurera que les piézomètres ne pourront pas être une source de déversement direct des eaux dans la nappe phréatique. Ce point pourra être traité au travers de la régularisation administrative demandée suite au premier constat du présent rapport.

Nom du point de contrôle : Puits d'infiltration/perdu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 18.1
Thème(s) : Autre, Rejets d'effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 19.1 ou non conforme aux dispositions de l'article 19 est interdit.
Constats : L'exploitant a confirmé l'absence de puits d'infiltration ou de puits perdu sur le site. Les effluents recueillis sur les surfaces imperméabilisées sont recueillis dans des bassins pour un recyclage in situ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits chimiques – Identification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 25.3
Thème(s) : Autre, Produits chimiques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'Inspection des installations classées un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : L'exploitant met en place sous 1 mois un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages en vue d'une mise à disposition aux services d'intervention et de secours en cas d'évènement sur le site.

Nom du point de contrôle : Produits chimiques – Rétentions des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 28.IV
Thème(s) : Autre, Rétentions des aires et locaux de manipulation ou de stockage de produits
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits doit être adapté pour l'homme ou des déchets, susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est étanche. Ces sols sont également équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Les eaux d'extinction incendie doivent être analysées avant rejet. Si leur qualité ne permet pas leur rejet direct, elles sont pompées pour être éliminées par les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : L'exploitant a confirmé que les différentes zones de l'installation autorisée sont équipées d'une couverture imperméable permettant le recueil des eaux de ruissellement dans les différents bassins situés sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits chimiques – Rétentions des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2016, article 28.I
Thème(s) : Autre, Cuvettes de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : Dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, Dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle ci est inférieure à 800 litres.
Constats : L'Inspection des installations classées a constaté la présence d'huiles et de graisses hors rétention dans la zone de maintenance du matériel. Elle a également constaté que les cuvettes de rétention mises en place dans le local de maintenance étaient remplies de liquide.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : L'exploitant doit sous 1 mois mettre sous rétention tous les produits liquides susceptibles de donner lieu à une pollution. Il doit garder ces rétentions vides.